

[Texte]

negotiations, with a view to addressing that problem within the next seven years.

The issue is not limited to agriculture. It applies across the board where we have in the past taken exception to U.S. definitions of what constitutes a countervailable subsidy. As Mr. Gifford has indicated, a key negotiating objective for Canada in the multilateral trade negotiations is better rules on subsidies and the application of countervailing duty measures across the board, not limited to agriculture.

Mr. Vanclief: Dairy Farmers of Canada have put forward a proposal for the amendments to article 11 that you would probably say takes out some of the ambiguity. Do you think, whether it is that article or other articles in GATT, the United States really wants to get rid of the ambiguity? They are winning with it the way it is now. They are doing very well, thank you, with that ambiguity there. I know very little about how GATT operates, but if America or any country does not agree—and in particular here we are referring to the U.S.—to the removal and the rewording of articles in GATT so the ambiguity is removed, where are we going to be? As I say, they seem to be winning quite well with it now, thank you.

Mr. Gifford: If Canada were the only country that had an interest in article 11.(2)(c), I think your concerns would be justified. But the reality is that Canada is not the only country that wants that article to be clarified. As I said, a number of western European countries, including the European Community, the Finns, the Norwegians, the Austrians, the Swiss, and the Japanese, have all indicated that in their view Article 11 needs to be clarified. With that kind of a line-up it is clear it is a pretty strong line-up to be on.

Now, there are gradations—

Mr. Vanclief: Is there enough there to force the U.S. . . ? They want it wiped out. How does that work?

Mr. Gifford: Yes, but the United States has to work within the system. It would like to have made a lot of changes to the Common Agricultural Policy over the last 25 years but has been remarkably unsuccessful in succeeding in forcing the European Community to make changes it does not want to make.

This time around all the countries in that negotiating room I think genuinely want to improve the system and the situation. They realize you cannot force somebody's doctrine or somebody's favourite agricultural policy prescription on other countries that face different situations and have different structural characteristics. There is no magic agricultural policy that somehow is good for every country, and the United States recognizes that. We are in the middle of a negotiation. The United States are negotiating, as we all are.

[Traduction]

prévoit que l'on continue à négocier, et que le problème soit abordé au cours des sept années à venir.

Mais ça n'est pas une question qui intéresse simplement l'agriculture. C'est un problème qui se pose de façon générale, et notamment dans tous les cas où nous avons contesté jusqu'ici la définition américaine de subvention pouvant faire l'objet d'une mesure compensatoire. Comme l'a dit M. Gifford, un des objectifs essentiels que poursuit le Canada au cours de ces négociations commerciales multilatérales est que l'on améliore le règlement concernant les subventions et les mesures compensatoires, et cela non pas seulement dans le domaine de l'agriculture.

M. Vanclief: La Fédération canadienne des producteurs de lait a proposé des modifications à l'article XI qui régleraient le problème de ces ambiguïtés. Pensez-vous, qu'il s'agisse de cet article ou d'autres articles du règlement du GATT, que les États-Unis veuillent véritablement clarifier les choses? Ils semblent avoir tout intérêt à conserver cette ambiguïté du règlement, merci bien, l'ambiguïté les arrange. Je ne sais pas très bien comment le GATT fonctionne, mais si les États-Unis, ou d'autres pays, mais c'est surtout aux États-Unis que je pense, s'opposent à ce que l'on modifie ces articles du GATT pour qu'ils soient clairs, qu'allons-nous faire? J'ai l'impression que ça les avantage complètement.

M. Gifford: Si le Canada était le seul pays intéressé par l'alinéa XI.(2) c), vos appréhensions seraient justifiées. Mais le Canada n'est pas le seul pays qui veut une clarification de cette disposition. Comme je le disais, beaucoup de pays européens, y compris la Communauté européenne, la Finlande, la Norvège, l'Autriche, la Suisse, mais également le Japon, ont demandé que cet article XI soit plus clair. Je pense que la liste est suffisamment longue et suffisamment représentative.

Il y a évidemment des degrés. . .

M. Vanclief: Et est-ce que cela suffirait à forcer les États-Unis. . . ? Ils veulent qu'on supprime l'article. Comment s'y prend-on?

M. Gifford: Les États-Unis sont bien obligés de suivre. Dans bien des cas ils auraient aimé modifier la politique agricole commune, au cours des 25 dernières années, mais ont de façon très remarquable échoué et n'ont pas pu forcer la Communauté européenne à modifier quoi que ce soit contre sa volonté.

Je pense que cette fois-ci tous les pays qui participent à ces négociations ont très honnêtement le désir que l'on améliore le système et que l'on sorte de l'impasse. Tout le monde comprend qu'il est impossible d'imposer à des pays qui sont tous dans des situations différentes, avec chacune ses propres caractéristiques, la doctrine où la potion agricole favorite de tel ou tel pays. Il n'y a pas de politique agricole magique passe-partout, les États-Unis le reconnaissent. Nous sommes au milieu des négociations, et les États-Unis négocient comme tout le monde.